

ECONOMIE

Un plan de relance, comment

ça marche?



(JUPITERIMAGES)

mercredi 26 novembre 2008 | Publié 17:28 | Actualisé 17:40

Le plan européen comporte un volet qui additionne les plans nationaux soit 170 milliards d'euros et un autre volet communautaire comportant les aides européennes pour 30 milliards. A quoi sert exactement cet argent?

Benjamin Carton, économiste au CEPII (centre d'études et de prospectives et d'informations internationales), explique à E24 ce que signifie un plan de relance et comment il peut enrayer la crise.

- L'effet attendu d'un plan de relance:

Un plan de relance est nécessaire lorsque la consommation et l'investissement ralentissent. La demande adressée aux entreprises ralentit, les entreprises licencient. Ce qui se répercute de nouveau sur la consommation et l'investissement, entraînant **une spirale récessive**.

Plusieurs outils sont à la disposition des gouvernements: une baisse des taux d'intérêts de la banque centrale pour soutenir le crédit, une dévaluation du change pour soutenir les exportations ou une relance budgétaire. La situation actuelle est très particulière car le marché du crédit est pour longtemps grippé et la baisse de la demande est mondiale. Dès lors, l'arme des taux d'intérêt est peu efficace et les dévaluations contre-productives (elles avaient été un vecteur de propagation de la crise en 1929-1930). Seule reste l'arme budgétaire.

- La panoplie des outils des Etats:

La hausse des **dépenses publiques d'investissement** (grands travaux d'infrastructure pour les télécommunications, le transport, les énergies renouvelables...) est l'un des instruments publics les plus efficaces.

D'une part cela crée de l'emploi dans les secteurs concernés, d'autre part cela permet d'accroître la qualité des infrastructures publiques et favorise la croissance à long terme. Encore faut-il choisir les bons projets: il s'agit le plus souvent d'accélérer ceux déjà dans les cartons.

Un autre type de dépense possible est **l'emploi aidé** dont le volant peut être ajusté assez rapidement: il faut de six à neuf mois entre la décision d'augmenter leur nombre et la perception des effets concrets dans l'économie.

On peut baisser certains **impôts** ou augmenter **les transferts aux ménages**. Le principe: ceux qui reçoivent l'argent sont ceux qui ont un taux d'épargne le plus faible, en gros les plus pauvres qui ont plus tendance à consommer qu'à épargner (fuite dans le circuit économique).

Une baisse des taux d'impositions comme l'impôt sur les entreprises ou la TVA est envisageable, mais il est moins certain que cela favorise la demande. Par exemple, les entreprises pourraient utiliser la baisse de la TVA pour augmenter leurs marges et accélérer leur désendettement au lieu de la passer en baisse des prix afin de soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

- Les marges de manœuvre budgétaires de l'UE:

L'Union Européenne n'a pas au sens propre de marges budgétaires pour combattre les effets récessifs de la crise actuelle. Son budget est faible et doit être équilibré. Elle a toutefois un rôle à jouer en particulier en suspendant l'application du **Pacte de stabilité et de croissance** (PSC) ou, plus précisément, en faisant jouer la clause de "circonstances exceptionnelles" qui permet d'appliquer ces critères avec souplesse.

PACTE DE STABILITÉ

C'est l'obligation faite aux Etats de ne pas dépasser un déficit public de 3% du produit intérieur brut (PIB) et une dette publique de 60% du PIB

- **La spécificité du plan européen:**

Il vise une action de court terme (deux ans), il est d'une ampleur importante (1,5 point de PIB) et cible des secteurs (5 milliards d'euros pour le développement de voitures vertes) afin de soutenir la demande. La vertu de ce plan est de trouver un bon équilibre entre dépenses pour l'avenir (investissement public), soutien sectoriel (automobile, construction) et traitement social du chômage (durée des allocations).

- **L'importance de la coordination en Europe:**

Au milieu d'une récession, un plan de relance dans un pays de l'Union européenne profite autant au pays qu'à ses voisins. La France l'a apprise à ses dépens au début des années 1980 : les déficits publics ont beaucoup augmenté sans que l'activité soit beaucoup stimulée. L'argent public traverse les frontières. Il faut donc que tout le monde s'y mette en même temps ! Cela ne veut pas dire que le même plan de relance doit être mis en œuvre dans tous les pays européens. Certains pays souffrent plus que d'autres (le Royaume-Uni, l'Espagne) et d'autres ont des marges de manœuvre budgétaires plus importantes (l'Allemagne en particulier) et un manque chronique de demande intérieure. Ils doivent compter sur le commerce entre États membres (le marché intérieur européen est la zone d'échange la plus importante au monde).

Enfin, les plans de relance doivent se glisser dans les dispositifs institutionnels de chaque pays. Il n'est pas sûr qu'une baisse coordonnée de la TVA, même si elle serait spectaculaire, soit le meilleur choix.

- **Les autres plans de relance dans le monde:**

Les États-Unis et la Chine ont déjà annoncé des plans de relance très ambitieux. **En Chine**, on observe une baisse de la demande extérieure à cause du ralentissement du commerce mondial et un affaiblissement de la croissance chinoise en 2009. Or, le marché intérieur n'est pas encore assez mûr pour prendre le relais d'une demande extérieure fléchissant. Mais les détails de ce plan ne sont pas encore connus.

Aux **États-Unis**, le plan de relance sera de très grande ampleur. Les baisses d'impôt et l'investissement public seront massifs. Cela fait peser un risque sur les finances publiques américaines (fort déficit public, augmentation de la dette) d'autant plus que leur pente naturelle était déjà avant la crise inquiétante.

Propose recueillies par Thibaud Vadjoux

Internet, qu'en pensez-vous? Comment l'utilisez-vous? **Donnez votre avis !**